

REFERENDUM : LA GRANDE ILLUSION

En 1969, le Général de Gaulle qui voulait entamer une ère de réformes après mai 1968, a décidé de modifier la représentation nationale. Lui aussi voulait dégonfler le millefeuille administratif et la représentation nationale.

Il souhaitait notamment regrouper le Sénat et le Conseil Économique et Social. Seulement, nous étions en désaccord avec ce dispositif qui intégrait le syndicalisme et l'obligeait à devenir législateur.

Le Général de Gaulle, pour faire passer ce qui était déjà une contre-réforme, avait décidé d'organiser un référendum. La CGT-FO, alors que cela n'était pas dans sa façon de voir les choses, considéra que son désaccord sur l'intégration la conduisait tout naturellement à appeler à voter NON. De Gaulle indiquait que si le NON l'emportait, il démissionnerait. Ce qui arriva, puisque le NON l'emporta.

La fusion du Sénat et du Conseil Économique et Social n'eut pas lieu. On respecta alors le vote du peuple français.

En 2005, nouveau référendum, cette fois-ci pour la mise en œuvre d'un traité européen qui entérinerait très largement les effets du traité de Maastricht, l'ouverture des marchés, la privatisation des entreprises publiques et qui portait les prémices de la crise de société que nous continuons à vivre difficilement dans tous les pays d'Europe. En 2005, le peuple français, à plus de 54%, « renvoyait le gouvernement à ses chers études ».

Pas de démission à cette époque mais un déni total de démocratie qui conduisait le Président de la République et le gouvernement à s'asseoir sur le vote du peuple français. Depuis, aucun gouvernement ne s'est engagé dans un référendum pour quelque question que ce soit.

En revanche, celui d'aujourd'hui est tellement sûr de lui qu'il emploie le 49-3 pour faire passer toutes les directives qui viennent du FMI, de la

Banque Centrale Européenne et de l'Union Européenne.

Cette troïka impose à l'ensemble de l'Europe des restrictions pour entrer dans les 3% de déficit budgétaire obligeant les différents pays à des contre-réformes détruisant sécurité sociale, services publics, système de santé, retraites... cela entraîne bien sûr austérité, chômage, pauvreté.

C'est particulièrement le cas en Grèce. Depuis des années, nous soutenons le peuple grec dans son combat contre la troïka et donc contre l'austérité. Celui-ci s'est défait de gouvernements aux ordres et corrompus.

Le nouveau premier Ministre qui menait sa campagne électorale avec un mot d'ordre précis de lutte contre l'austérité, décidait d'organiser un référendum contre les exigences de l'Union Européenne.

Le peuple a voté NON à plus de 61% et a dit à l'Union Européenne : « Nous ne voulons pas de votre austérité, nous voulons retrouver notre dignité ! »

Pourtant, malgré ce vote, plus fort encore que le résultat de 2005 en France, les soi-disant négociations du gouvernement avec la Commission Européenne conduisent à entrer dans l'austérité que le peuple grec ne voulait pas.

Aujourd'hui encore, l'URIF FO soutient sans réserve le peuple grec qui a su dire NON. Il est clair d'ailleurs qu'il ne sera pas le seul dans les mois qui viennent.

Plus que jamais – soutien au peuple grec – soutien aux luttes qui s'engagent en Europe au-delà de la Grèce.

Paris, le 15 juillet 2015